



HEMEROTECA MUNICIPAL
MADRID

N^o. VI.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,
PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

VERSAILLES.

Du Mercredi 16 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 14 soir.

*Décision prise par l'Assemblée de prier le Roi de
sanctionner & faire promulguer les arrêtés des 4
& 5 Août.*

Décret portant que la personne du Roi est sacrée,

F

que le Trône est indivisible , que la Couronne est héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

Protestation de la ville de Maucontour & du district de l'Hôpital de Paris contre le Veto.

Ajournement de la motion faite contre cette résolution.

M. LE Président a ouvert la Séance par la lecture d'une lettre de M. l'Evêque de Bazas , qui annonce à l'Assemblée que son grand âge & ses infirmités l'obligeoient de se faire remplacer par son suppléant. Ensuite, M. le Président a remarqué que l'ordre du jour étoit d'entrer dans des discussions relatives au Comité des subsistances.

Un Membre des Communes a prétendu que ce n'étoit point là l'ordre du jour. Un autre Membre des Communes a répliqué que l'objet des subsistances étoit d'une trop haute importance pour ne pas être discuté préférentiellement à tout autre.

M. de Lameth a soutenu que l'ordre du jour étoit de discuter le plan à suivre pour sanctionner les arrêtés des 4 & 5 Août ; & il a demandé qu'on entrât en discussion. Plusieurs débats se sont élevés sur les différens modes à suivre dans la demande de la Sanction Royale.

M. Target a prétendu que ces arrêtés étoient indépendans de toute sanction , & qu'il suffisoit que l'Assemblée fit une députation au Roi , pour

prier Sa Majesté de les promulguer & faire exécuter.

Plusieurs Orateurs ont successivement essayé de prouver la nécessité ou l'inutilité de les faire sanctionner.

Décision de l'Assemblée, qui porte que M. le Président se retireroit vers le Roi, pour présenter à Sa Majesté les arrêtés des 4 & 5 Août, & la prier de les faire promulguer & exécuter.

Après cette décision, on a pris lecture d'une lettre de M. Hermand, Garde National de Versailles, & Commissaire au Mont-de-Piété, faisant l'offre d'un cinquante-unième de sa fortune, pour subvenir aux besoins de l'Etat; dans la persuasion que si chaque particulier s'imposoit pareille contribution, le vuide des finances seroit bientôt rempli.

Un Membre de l'Ecole Vétérinaire a fait remettre à l'Assemblée cinq médailles dont ses succès avoient été couronnés.

Séance du 15 matin.

L'ouverture s'en ait faite par la lecture de plusieurs adresses dont deux ont fixé l'attention. Dans l'une, la ville de Maucontour déclare qu'elle s'oppose [à toute espece de *Veto*, attendu que la Sanction Royale ne doit être que la promulgation des décrets du Corps législatif; & elle proteste contre la division de l'Assemblée.

Nationale en deux Chambres, si toutefois elle a lieu. Dans l'autre, le district de l'Hôpital de Paris demande que l'Assemblée ne prononce sur la Sanction Royale ni sur le *Veto*, qu'après avoir connu le vœu des autres districts & de toutes les provinces du Royaume.

A suivi la lecture d'une lettre, annonçant à l'Assemblée, que M. Aufon, l'un de ses Membres, faisoit don à la Patrie, d'une somme de douze mille livres. M. Aufon a pris la parole pour désavouer cette lettre, ne voulant point s'attribuer l'honneur d'une offrande faite en son nom.

On a pris ensuite lecture d'une déclaration de M. Raffotin, Lieutenant - Général du Bailliage d'Autun, qui fait l'abandon de la finance de sa Charge, & s'engage à rendre justice gratuite dès à présent.

Plusieurs Députés ont demandé que les adresses de la Ville de Maucontour & du District de l'Hôpital de Paris étant peu respectueuses, fussent retranchées du procès-verbal de la Séance. On a été aux voix par assis ou levé; mais la majorité n'ayant pas paru décidée, la motion a été ajournée.

Le Baillage de Provins a déclaré, par l'organe d'un de ses Députés, qu'il alloit rendre la justice gratuitement, & inviter les Tribunaux subalternes de son ressort à suivre son exemple.

M. Chapelier a proposé d'ajourner la question

de l'ordre du jour , qui étoit de savoir si *le Roi* refusant de consentir aux actes du Corps législatif, son refus s'étendrait à une ou plusieurs législatures ; l'Assemblée a décidé cet ajournement.

Pour fournir aux délibérations de l'Assemblée, jusqu'au jour de l'ajournement, M. Chapelier a proposé de nouvelles questions, savoir :

1°. De combien de Membres l'Assemblée Nationale sera composée.

2°. Quelle sera la durée de chaque session ?

3°. A quelle époque l'Assemblée se formera chaque année.

4°. Quelles qualités il faut pour être Electeur & éligible.

Ces questions n'ont pas été mises en délibération : on les a abandonnées pour proposer que la personne du Roi fût déclarée inviolable & sacrée, pour consacrer l'indivisibilité de la Couronne & l'hérédité du Trône : motions qui ont passé par acclamation.

Alors M. d'Eprémefnil a observé qu'il n'étoit pas convenable de les décider de la sorte, que l'unanimité des voix donneroit au décret plus de force & de dignité.

M. Desmeuniers l'a rédigé de cette manière.

L'assemblée a reconnu par acclamation & à l'unanimité des voix, comme loi fondamentale de la Monarchie, que la personne du Roi est invio-

lable & sacrée, le Trône indivisible, & la Couronne héréditaire dans la race régnante de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Cette rédaction a essuyé beaucoup de contradictions; les uns vouloient qu'on en retranchât les mots *de mâle en mâle*, &c. qui n'excluoient pas du Trône de France la branche d'Espagne, les autres soutenoient que cette matière étoit trop importante pour prononcer définitivement en une Séance, qu'il en falloit au moins trois pour la discuter.

Plusieurs amendemens ont été proposés, débattus & rejetés; de longues discussions ont eu lieu; & sur la demande de M. Clermont-Lodève, on est convenu de renvoyer à demain la rédaction de ce décret, & on a levé la Séance:

P A R I S.

Du 16 Septembre,

Aujourd'hui les horreurs de la disette se sont fait sentir de nouveau, les boutiques des Boulangers sont assiégées, le Peuple manque de pain; & c'est après la plus riche récolte, au sein même de l'abondance que nous sommes à la veille de périr de faim. Peut-on douter que nous ne soyons environnés de traîtres, qui cherchent à consommer notre ruine? Seroit-ce à la rage des ennemis publics, à la cupidité des monopoleurs, à l'impéritie ou à l'infidélité des administrateurs, que nous devons

cette calamité. Voilà un mystère que les Communes de tous les Districts de la Capitale doivent se faire un devoir d'éclaircir, sans délais, en chargeant quelques hommes capables, & d'une probité à l'épreuve, d'examiner la gestion du Comité des subsistances de l'Hôtel-de-Ville.

Il est inoui que pour écouler les farines & les grains gâtés qu'avoit accaparés le Gouvernement, le Bureau de Subsistances commis pour approvisionner Paris, continue à souffrir que le Public soit empoisonné par du pain détestable. Ces farines & ces grains, dira-t-on, ont coûté des sommes immenses au Gouvernement, il faut que ces sommes lui rentrent. Mais le Gouvernement n'a rien à lui; le trésor public n'appartient qu'à la Nation. Et ne vaut-il pas mieux qu'elle supporte quelque perte en destinant ces comestibles aux animaux, que d'exposer le Peuple à une épidémie?

E R R A T A.

N^o. V. Page 45, ligne 28, Comités, lisez Commis.

Page 50, ligne 15, Peuple, lisez Public.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N^o. 6, à qui l'on adressera, franc de port, le

prix de l'abonnement , la lettre d'avis , & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet , Libraire , rue Dauphine ;

Chez Petit , au Palais-Royal ;

Chez Pichard , Libraire , près le Pont-Royal ;

Chez Debray , Libraire , au Palais-Royal ;

Et chez Bailly , Libraire , rue Saint-Honoré , près la Barriere des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8°. , & quelquefois plus , qui paroît tous les jours , est de 12 livres pour trois mois , franc de port par la poste , pour tout le Royaume.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat , intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police , ce 8 Septembre 1789. Signés , BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT , rue Neuve Notre-Dame.